

2 / Évaluation des différents confinements sur l'activité

Magali Dauvin et Raul Sampognaro

La crise déclenchée par l'épidémie de la Covid-19 est unique dans l'histoire économique récente par la forme qu'elle a prise et par son ampleur. La mise en place d'un confinement très sévère a fait chuter le PIB de 31 % en avril 2020. En novembre, après un semestre de vie avec le virus, la mise en place d'un deuxième confinement s'est traduite par une baisse de l'activité de « seulement » 7,5 %. La simultanéité des chocs d'offre (absentéisme de la main-d'œuvre, ruptures des chaînes d'approvisionnement) et de demande (épargne de précaution, achats retardés pour éviter les interactions sociales) perturbent les outils d'analyse traditionnels [Bénassy-Quéré, 2021]. Par ailleurs, les différents chocs sont hétérogènes entre les secteurs. Par exemple, en avril 2020, la baisse de la valeur ajoutée était de - 2 % dans le secteur de l'agriculture à - 70 % dans celui de l'hébergement-restauration.

Nous avons développé un nouvel outil, un modèle « mixte », permettant de prendre en compte ces spécificités [Dauvin et Sampognaro, 2021a ; 2021b] afin d'évaluer l'impact de quatre chocs : 1) fermetures administratives ; 2) indisponibilité de la main-d'œuvre (notamment liée à la fermeture des écoles) ; 3) autres chocs d'offre y compris des problèmes d'approvisionnement ; 4) modification des comportements de demande (substitution et épargne de précaution).

Les confinements de 2020 : les agents privés et publics s'adaptent

Les fermetures administratives expliqueraient à elles seules 12 points de la baisse d'activité du mois d'avril 2020 et 5,5 points

en novembre. Les chocs d'offre liés aux difficultés de main-d'œuvre ou d'approvisionnement ou à l'adaptation aux contraintes sanitaires expliqueraient 10 points de la baisse de la valeur ajoutée au pire moment de la crise en avril. Ils seraient sans effet significatif en novembre. Ensuite, le choc de demande finale expliquerait 11 points de la baisse du PIB pendant le confinement du mois d'avril et 2 points de la baisse de novembre. Enfin, le redéploiement de la production des emplois intermédiaires vers les emplois finaux aurait permis de préserver le PIB de 2 points en avril (tableau 1).

La différente sévérité des mesures prophylactiques (moins d'activités fermées administrativement, maintien du système scolaire ouvert) explique une grande part de la résistance de l'activité en novembre. L'adaptation des comportements des agents privés permettant de maintenir la production et la demande finale joue aussi un rôle important : organisation des processus productifs au contexte sanitaire, développement du e-commerce et du « click-and-collect », réorientation des budgets des ménages en faveur de certains biens, électroniques notamment. Si les pertes se cumulent, les nouveaux chocs se concentrent de plus en plus sur un nombre limité d'acteurs (branches, entreprises, groupes sociaux). En avril 2020, six branches étaient contraintes par des facteurs d'offre (représentant 45 % de la valeur ajoutée de 2019), tandis qu'en novembre 2020 elles ne sont plus que trois (pesant 16 % de la VA). Un phénomène similaire peut être observé au niveau des entreprises. Selon l'enquête Acemo-Covid, en avril, 12 % des salariés

Tableau 1. Décomposition de l'effet des chocs d'offre et de demande sur la valeur ajoutée lors des trois confinements de 2020 et 2021

Évolution en points de VA (en écart à la VA préCovid-19)	Confinement 1 04/2020	Confinement 2 11/2020	Confinement 3 04/2021
Fermetures administratives	- 12	- 5,5	- 3
Garde d'enfants	- 5	—	0
Autres chocs d'offre	- 5	0	0
Choc de demande finale	- 11	- 2	- 2
Terme d'interaction	2	0	0
Évolution de la VA	- 31	- 7,5	- 6

Sources : calculs des auteurs

étaient employés dans des entreprises ayant complètement arrêté leur production et 67 % dans une entreprise subissant des pertes d'activité. En novembre, ils ne sont que 4 % et 35 %.

Apprentissages pour 2021

Notre première analyse portant sur le confinement d'avril 2021 confirme ces tendances. Les mesures sanitaires ont été plus ciblées et pénaliseraient moins la croissance (- 3 points de contribution) et le choc de demande finale ne pèse que de 2 points sur le niveau de l'activité, autant qu'en novembre, alors que plus de secteurs sont contraints par la demande (seulement deux branches, représentant 6 % de la VA, auraient été contraintes par l'offre — tableau 2).

Plus la crise de la Covid-19 dure, plus elle change de nature. Alors que les contraintes d'offre avaient un poids prédominant lors du premier confinement, ces contraintes se concentrent sur un nombre chaque fois plus limité de secteurs. En parallèle, la demande finale pèse sur l'activité de certaines branches, mais ce poids diminue avec le temps. Malheureusement, notre méthodologie n'est pas en mesure d'identifier l'ampleur du choc de demande dans les secteurs contraints par l'offre. Pourtant, la vigueur de la demande finale dans ces secteurs (hébergement-restauration

Tableau 2. Secteurs contraints par l'offre selon notre évaluation utilisant le modèle mixte

Avril 2020	Novembre 2020	Avril 2021
Services non marchands (21 %)	Commerce (10 %)	Autres activités de services (3 %)
Commerce (10 %)	Autres activités de services (3 %)	Hébergement-restauration (3 %)
Construction (6 %)	Hébergement-restauration (3 %)	
Hébergement-restauration (3 %)		
Industries agro-alimentaires (2 %)		
Agriculture (2 %)		
Secteurs contraints par l'offre (45 %)	Secteurs contraints par l'offre (16 %)	Secteurs contraints par l'offre (6 %)

Sources : calculs des auteurs.

et les autres activités de services) marquera précisément le tempo du rebond. En outre, avec une crise qui dure, de nouvelles marges d'ajustement peuvent émerger, on pense notamment aux prix des différents biens et services. Baqaei et Farhi [2021] montrent que, en présence de chocs de productivité et de demande sectoriels, la structure du réseau de relations entre les entreprises peut changer lorsque les prix sont variables. Les entreprises, en modifiant leurs prix et en redéployant leurs sources d'approvisionnement, peuvent restaurer — partiellement — leur rentabilité afin d'assainir leur bilan. En effet, la situation financière des entreprises a été mise à mal par la crise. Malgré les dispositifs de soutien mis en place, l'excédent brut d'exploitation des sociétés non financières s'est contracté de 53 milliards d'euros en 2020. Ce levier d'ajustement, non pris en compte par notre évaluation, sera fondamental pour préserver le tissu productif, un autre facteur clé qui déterminera la vigueur de la reprise postpandémie. La réponse de politique publique nécessaire pour accompagner la reprise requiert de bien identifier les facteurs bloquants dans cette reprise qui sera — à l'image de la crise — atypique.

Repères bibliographiques

- BAQAEI D. et FARHI E., « Keynesian production networks and the Covid-19 crisis : a simple benchmark », *NBER Working Paper*, n° 28346, 2021.
- BÉNASSY-QUÉRÉ A., « L'offre et la demande, saison 2021 », *Trésor-Info*, billet, 10 mai 2021.
- DAUVIN M. et SAMPOGNARO R., « Dans les coulisses du confinement : modélisation de chocs simultanés d'offre et de demande », *Sciences Po OFCE Working Paper*, n° 5, 2021a.
- DAUVIN M. et SAMPOGNARO R., « Le modèle "mixte" : un outil d'évaluation du choc de la Covid-19 », *Revue de l'OFCE*, n° 72, 2021b.